



Assemblée nationale

# journal des Débats

Deuxième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le jeudi 2 juin 1977

Vol. 19 — No 47

Président: M. Clément Richard

**Table des matières**

Motions non annoncées	
Voeux de prompt rétablissement à M. Maurice Bellemare. ....	1271
Conférence interprovinciale sur les loisirs. ....	1271
Projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 34 — Loi modifiant la Loi de la Commission municipale	
Première lecture. ....	1272
Projet de loi no 36 — Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec,	
la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la	
Communauté régionale de l'Outaouais	
Première lecture. ....	1273
Déclarations ministérielles	
Cotes de crédits du gouvernement et de l'Hydro-Québec. ....	1273
M. Jacques Parizeau. ....	1273
M. Raymond Gagné. ....	1274
M. Rodrigue Biron. ....	1275
M. Jacques Parizeau. ....	1275
Dépôt de documents	
Rapport annuel du Barreau du Québec. ....	1275
Document sur une politique de télévision à péage. ....	1276
Rapport annuel du Protecteur du citoyen. ....	1276
Questions des députés	
Étude de la Charte de la langue française. ....	1276
Statistiques sur les installations industrielles. ....	1278
Fermeture de la Domtar à East Angus. ....	1279
Fêtes de la Saint-Jean. ....	1280
Jour du Canada. ....	1281
Situation dans l'industrie des pâtes et papiers. ....	1281
Révision constitutionnelle au Canada. ....	1282
Usine de la Domtar à Donnacona. ....	1283
Demande de mini-débat par M. Grenier. ....	1283
Travaux parlementaires. ....	1284
Motion d'ajournement des travaux de la Chambre	
Vote sur la motion. ....	1285
Ajournement. ....	1285

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Cheque à l'ordre du Ministre des Finances*

*Adresse: Service des Documents Parlementaires*

*Assemblée nationale*

*Hôtel du Gouvernement, Québec*

*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le jeudi 2 juin 1977

(Quinze heures sept minutes)

**M. Richard (président):** À l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.  
Dépôt de rapports de commissions élues.  
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.  
Présentation de motions non annoncées.  
Mme le député de L'Acadie.

**Voeux de prompt rétablissement à  
M. Maurice Bellemare**

**Mme Lavoie-Roux:** Aux membres de cette Assemblée manque sûrement la présence du doyen de l'Assemblée nationale depuis au moins une couple de semaines. J'ai ouï dire que cette absence doit se prolonger, et j'aimerais proposer que cette Assemblée formule des voeux de prompt rétablissement au leader de l'Union Nationale. Comme je sais que le leader de l'Union Nationale est un grand conservateur et collectionneur de documents, j'aimerais également proposer qu'une copie de cette motion lui soit transmise en bonne et due forme, signée par le président de l'Assemblée, de même que par le secrétaire général de l'Assemblée. Je suis certaine que le député de Johnson sera heureux d'ajouter ce témoignage à ses archives.

**M. Biron:** M. le Président, je suis sûr que le député de Johnson sera touché par cette motion. Nous gardons contact avec lui chaque jour. Nous apprenons qu'il prend un peu de mieux, quoiqu'il soit encore hospitalisé. Aux dernières nouvelles, son médecin nous laissait entrevoir qu'il serait de deux à trois mois à l'extérieur de cette Assemblée nationale. Je ne puis qu'appuyer cette motion. Je sais que, surtout venant du député de L'Acadie, cela fera certainement chaud au coeur au député de Johnson.

**Le Président:** Le député de Rouyn-Noranda.

**M. Samson:** M. le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que je viens joindre ma voix à ceux qui ont fait ces voeux à l'endroit de l'honorable député de Johnson. J'ai eu l'occasion de le faire personnellement. L'unanimité de cette Chambre va sûrement l'aider à nous revenir très rapidement. Nous avons hâte de le revoir. J'avoue que la couleur qu'il a toujours su apporter à cette Chambre pourrait nous être encore très utile.

**M. Roy:** M. le Président, je suis heureux de souscrire à cette motion pour offrir nos voeux de prompt rétablissement à notre collègue, le député de Johnson, et leader parlementaire de l'Union Nationale.

Je veux aussi en profiter pour souligner toute l'estime qu'ont les membres de l'Assemblée nationale à son endroit. Sa ténacité et son ardeur au

travail, je pense, ont été un exemple pour tous les membres de cette Assemblée. Nous avons hâte qu'il nous revienne et je suis persuadé que l'annonce qu'a faite le premier ministre au cours de cette semaine va certainement contribuer à lui donner encore plus de vigueur et à hâter son retour ici, à cette Assemblée.

**M. Burns:** M. le Président, il me fait plaisir de me joindre aux remarques qui ont été faites par les partis de l'Opposition. Je pense, comme le disait le député de Rouyn-Noranda, que même si elle est bleue, cette couleur nous manque sérieusement à l'Assemblée nationale. Je me joins, au nom du gouvernement, à cette motion pour souhaiter un prompt rétablissement au député de Johnson, peut-être même donner une directive à ses médecins de nous le ramener beaucoup plus rapidement que d'ici deux mois, surtout que je suis informé par le ministre des Travaux publics que, vers le 9 juin...

**Une voix:** ... le 7 juin.

**M. Burns:** ... le 7 juin, qui est près de la date de naissance du député de Johnson, nous aurions peut-être un beau cadeau à lui offrir sous la forme de la statue d'un personnage pour qui il a eu beaucoup d'estime, puisque, continuellement, il se réfère à ce personnage politique. Pour être vraiment sérieux, je souhaite que vous, M. le Président, fassiez parvenir la teneur de cette motion au député de Johnson en souhaitant qu'il nous revienne le plus rapidement possible.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Président:** Adopté à l'unanimité. Le président se fera un plaisir et une joie d'adresser cette résolution et je pense que je peux parler au nom du secrétaire général pour dire qu'il se fera également une joie de signer cette résolution, nos relations avec le leader parlementaire de l'Union Nationale ayant toujours été non seulement cordiales mais chaleureuses.

**M. Burns:** Pour revenir sur cette question d'unanimité, on pourrait peut-être adopter le projet de loi no 1.

**M. Levesque (Bonaventure):** Nous avons quelques motions au feuillet.

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

**Conférence interprovinciale sur les loisirs**

**M. Biron:** M. le Président, j'ai lu les journaux, ce matin, et comme je vois la présence ici, aujourd'hui, du ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux

sports, j'aimerais présenter une motion non annoncée à cette Assemblée. Que cette Assemblée doit féliciter le ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, de retour de Winnipeg, pour sa performance là-bas auprès de ses homologues provinciaux, par son attitude positive et autonomiste, qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle approche du gouvernement et dans le type de fédéralisme que nous réclamons et aussi pour avoir obtenu l'appui unanime qu'il a reçu quant au respect des juridictions provinciales en matière de loisirs devant un gouvernement central qui, par ses subventions directes, court-circuite les efforts régionaux de planification en la matière.

**M. Charron:** M. le Président, c'est une motion débattable?

**Le Président:** Je voudrais savoir avant s'il y a unanimité pour la présentation de cette motion.

**Des voix:** Non.

**M. Charron:** M. le Président, je remercie le chef de l'Union Nationale de vouloir faire du milage politique sur cet effort des deux derniers jours. Je voudrais quand même, en lui signalant comment cela a été ardu, l'inviter à ne pas se leurrer sur les résultats fondamentaux. Effectivement, j'ai invité mes collègues, les ministres des Loisirs des autres provinces, à une conférence fédérale-provinciale qui devrait se tenir sur le territoire québécois, à l'automne, où, je l'espère, la position commune que, d'arrache-pied, nous avons réussi à aller chercher sera intégralement maintenue. Mais le chef de l'Union Nationale notera sans aucun doute que la deuxième partie, c'est-à-dire le consentement fédéral devant ce front commun des provinces, sera beaucoup plus difficile à acquérir et beaucoup plus important à acquérir qu'une seule volonté de dix provinces qui ont, par cette motion, uniquement reconnu le fait qu'il nous est, chacun d'entre nous, dans nos territoires respectifs, impossible d'offrir à la population les services adéquats que nous voudrions lui offrir si nous sommes continuellement mis devant des faits accomplis du gouvernement central qui intervient au-delà de nos têtes.

Effectivement, la résolution présentée par le Québec a été adoptée; nous demandons au gouvernement fédéral de cesser toute intervention dans le domaine des loisirs au-delà du consentement de chacune des provinces. J'espère que le front commun qui s'est établi, vaille que vaille, tiendra bon, au moins, jusqu'à la conférence fédérale-provinciale.

Mais j'espère surtout que le gouvernement fédéral se rendra compte que ce front commun interprovincial est, dans son cas, une des dernières chances que nous pouvons lui laisser.

**Le Président:** Présentation de projets de loi...

**M. Burns:** Adopté, M. le Président?

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, si on devait accepter ce genre de procédure — je ne veux pas parler du fond, mais simplement sur la question de procédure — on vient d'assister simplement à une période de questions anticipée. C'est pourquoi je ne considère pas qu'il s'agit là d'une motion.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle, j'aimerais qu'à l'avenir — j'ai demandé s'il y avait consentement unanime, précisément pour les raisons que vous venez de souligner — on le souligne dès le début.

**M. Levesque (Bonaventure):** D'accord.

**M. Burns:** Comme il n'y a pas de consentement, la motion n'est pas devant la Chambre.

**Le Président:** Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

### Projet de loi no 34

#### Première lecture

**M. Tardif:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer devant cette Assemblée, le projet de loi no 34, Loi modifiant la Loi de la Commission municipale. L'article 1 de ce projet précise la durée du mandat des membres de la Commission municipale du Québec. L'article 2 prévoit des sanctions contre tous membres du conseil ou tous fonctionnaires dans le cas d'un emprunt temporaire illégalement contracté. L'article 3 est une précision de concordance. L'article 4 prévoit que les dispositions de la section 5a) de la Loi de la Commission municipale s'applique à toute municipalité assujettie au contrôle de la commission suivant ladite section ou suivant toute autre disposition législative. L'article 5 est un changement de concordance également. Quant à l'article 6, il traite du cas de membres de la commission ayant atteint ou pouvant atteindre, avant l'expiration de leur mandat de dix ans, l'âge de la retraite obligatoire.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement, vous allez sans doute me permettre...

**M. Burns:** J'appelais évidemment l'article g) et je présume qu'à ce moment, vous offriez à l'Assemblée nationale la première lecture de la Loi modifiant la Loi de la Commission municipale. Je présume que c'était votre intention.

**Le Président:** Justement, c'était mon intention de dire que M. le ministre des Affaires municipales propose la première lecture de la Loi modifiant la Loi de la Commission municipale.

**Des voix:** Adopté.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

**M. Burns:** Article h), M. le Président.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement, deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

**M. Burns:** C'est cela. Article h).

**M. Lavoie:** Entendez-vous.

### Projet de loi no 36

#### Première lecture

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales propose la première lecture de la Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Tardif:** J'ai l'honneur de déposer le projet de loi no 36 modifiant les Lois des communautés urbaines de Montréal et de Québec ainsi que de la Communauté régionale de l'Outaouais. Les articles 1, 5, 7 et 11 de ce projet et le paragraphe b) de l'article 13 prévoient que, dans certains cas où elles sont dispensées des formalités de soumissions publiques, les trois communautés et leur commission de transport sont tenues de procéder à des demandes de soumissions par voie d'invitations à au moins deux entrepreneurs ou fournisseurs.

Les articles 2, 3, 4 et 6, qui modifient la Loi de la Communauté urbaine de Québec, visent essentiellement, premièrement, à prévoir que, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention du gouvernement il s'avère que la plus basse soumission doit être écartée, le comité exécutif puisse accorder le contrat au plus bas soumissionnaire dont l'offre respecte les conditions exigées pour l'octroi de la subvention.

Deuxièmement, à obliger la communauté à adopter un plan triennal de ses immobilisations et de celles de la commission de transport.

Troisièmement, à exiger l'approbation du ministre des Affaires municipales pour tout emprunt devant être décrété par règlement.

Les articles 8, 9, 10 et 12 sont au même effet quant à la Communauté urbaine de Montréal sauf que l'obligation, pour la communauté, d'adopter un programme d'immobilisations s'étend aux immobilisations du Conseil de sécurité publique.

Les articles 13 à 16 apportent à la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais des modifications identiques à celles qui sont apportées à la Loi de la Communauté urbaine de Québec.

**M. Lavoie:** Avec votre permission, j'aurais peut-être une question à poser au ministre. Dépendant de la réponse qu'on me donnera, je demanderais s'il y a lieu d'entendre les parties avant la deuxième lecture. Ma question: Y a-t-il eu consultations avec les communautés urbaines? Dans un tel cas, est-ce qu'il y a consentement ou agrément de ces modifications par les représentants élus des différentes communautés urbaines? Y a-t-il eu des oppositions de la part d'une ou de plusieurs sur les modifications que vous apportez aux chartes de ces organismes?

**M. Tardif:** Des consultations "informelles" ont eu lieu. Dans la mesure où ces dispositions visent essentiellement à étendre aux communautés urbaines et régionale les dispositions adoptées lors de la mini-session, au mois de décembre, pour la ville de Montréal en ce qui concerne les programmes triennaux d'immobilisations et la procédure de soumissions publiques, il nous semble que cela a été suffisant comme période de consultation. Encore une fois, on étend aux communautés les dispositions régissant la ville de Montréal et même les autres cités et villes.

**M. Lavoie:** Une dernière question. Est-ce que le ministre croirait préférable que je fasse la demande qu'il y ait réunion de la commission des affaires municipales pour entendre les parties avant la deuxième lecture? Est-ce qu'il y aurait intérêt à le faire pour la bonification du projet de loi ou pour entendre ces organismes?

**M. Tardif:** Non, M. le Président.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

**Le Président:** Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

M. le ministre des Finances.

#### Cotes de crédit du gouvernement et de l'Hydro-Québec

**M. Jacques Parizeau**

**M. Parizeau:** M. le Président, l'agence américaine Standard and Poor qui jouit d'une réputation, comme on le sait, internationale au chapitre de l'évaluation des cotes de crédit des entreprises et des gouvernements qui ont recours au marché financier américain a annoncé ce matin, à onze heures, qu'elle maintenait les cotes AA pour le gouvernement du Québec et pour l'Hydro-Québec.

Si cette maison a tardé à faire connaître sa décision, alors que celle de l'agence Moody est déjà connue depuis quelques mois, c'est essentiellement en raison de l'examen en profondeur qu'elle a effectué sur l'ensemble de l'état des finances gouvernementales et de l'Hydro-Québec, ainsi sans doute que sur l'attitude du présent gouvernement québécois face à ce secteur important de notre vie collective.

À nos yeux la décision de la maison Standard and Poor est rationnelle sur le plan financier et elle confirme avec éclat le type de gestion que le présent gouvernement a voulu imprimer aux finances publiques du Québec. De plus, M. le Président, les alarmistes de toute provenance qui ne cessent, ici et ailleurs, de parler d'incertitude, de crainte, d'insécurité, voient donc, je l'espère sans cependant me faire d'illusions, que l'essentiel de leurs craintes n'est pas fondé. En outre, nous avons là une indication claire qu'il est possible à la fois d'affirmer et de poursuivre un objectif politique aussi net que celui de l'indépendance politique du Québec et d'assurer une gestion saine et responsable des affaires publiques québécoises.

#### M. Raymond Garneau

**M. Garneau:** M. le Président, autres temps autres mœurs. Il y a quelques années, le gouvernement se réjouissait lorsqu'il y avait amélioration de la cote de crédit du Québec et de l'Hydro sur les marchés financiers non pas dans une déclaration ministérielle, mais par un simple communiqué de presse. Aujourd'hui, on se félicite et on fait une déclaration ministérielle sur une décision qui maintient une décision antérieure et qui confirme que les propos que tenaient nos amis d'en face durant la campagne électorale étaient absolument sans fondement. En effet, autant la maison Standard and Poor que la maison Moody ont dû faire leurs analyses financières à partir des états financiers qu'avait laissés l'ancienne administration, compte tenu du fait qu'à ma connaissance les états financiers pour l'exercice financier terminé le 31 mars dernier ne sont pas encore disponibles.

Donc, M. le Président, il n'y a pas de quoi fouetter un chat lorsqu'on regarde le maintien de la cote des obligations, surtout lorsque ce maintien est dû à une administration qu'on avait critiquée abondamment. Ce qui est plus inquiétant, M. le Président, c'est que, malgré cette analyse qui a été faite des états financiers laissés par l'ancienne administration et qu'on a qualifiés d'excellents, on doit constater qu'au niveau des marchés financiers la réaction n'est pas la même.

J'ai avec moi les cotes des obligations du Québec et des autres provinces tant sur le marché américain que sur le marché canadien. On s'aperçoit que, dans la semaine du 13 mai, par exemple, sur les marchés canadiens, les obligations échéant en l'an 2001 pour le Québec se transigeaient à 10,10%, alors que celles du Nouveau-Brunswick, qui devaient échoir à une date approximativement la même, 1995, se transigeaient à 9,75%, c'est-à-dire 35 points de base à l'avantage du Nouveau-Brunswick.

Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse, le taux moyen pour des obligations échéant en l'an 2002 était de 9,63% comparativement à 10,10% pour le Québec. La même semaine, sur le marché américain, les titres du Québec se transigeaient à 9,21% et ceux de l'Ontario à 8,61%, une différence de 60 points de base.

Une semaine plus tard, soit le 20 mai, nous constatons que l'écart s'était élargi. Pour le Québec, c'était toujours, sur le marché canadien, pour des échéances de 2001, 10,10%, mais pour l'Ontario il y avait eu une baisse à 9,50%, le Manitoba à 9,45%, le Nouveau-Brunswick à 9,72%, et la Nouvelle-Écosse à 9,61%.

Sur le marché américain, également, l'écart entre le Québec et l'Ontario s'élargissait, au lieu de 60 points de base cela était rendu à 67.

M. le Président, les alarmistes, s'ils amènent le gouvernement à changer son attitude et à passer de l'indépendance à la souveraineté et finalement à l'autonomie, ont sans doute eu raison de presser le gouvernement. Quand je regarde, en plus, les documents qu'on nous a remis lors de l'analyse des crédits du ministère des Finances, qu'on nous a fait parvenir avec quelques jours de retard, et qu'on voit les échéances moyennes des obligations du Québec, on se rend compte qu'à cause de ce climat qui existe, le Québec n'a pas été en mesure d'emprunter à long terme sur les marchés américains ou sur les marchés canadiens.

L'emprunt de \$300 millions fait sur le marché de Londres, je n'avais pas voulu le commenter, mais compte tenu du "pétage de bretelles" que le ministre fait aujourd'hui, je suis obligé de le faire. Quand on dit qu'on emprunte \$300 millions et que le premier remboursement revient 30 mois après l'emprunt, c'est-à-dire qu'on commence presque à rembourser au moment où on reçoit l'argent, on se rend compte que, pour la période 1982/86, à cause de ces emprunts à très court terme, les remboursements ont augmenté, dans l'espace de six mois de l'administration de ce gouvernement, de \$1200 millions à \$1600 millions. Et je tiens compte des paiements remboursés durant la période qui arrive avant 1982, c'est-à-dire les 5% de l'emprunt de \$300 millions dont les premiers versements arrivent à échéance dans 30 mois, c'est-à-dire avant la fin de cette période.

L'échéance de cet emprunt de \$175 millions fait par la province arrive le 22 mars 1982, sauf si l'arbre de Noël qu'on a offert est assez séduisant à ce moment pour permettre des reconductions.

C'est donc dire, M. le Président, que, d'un côté, on se réjouit d'une situation de fait qui n'avait pas lieu d'être changée, si on regarde les états financiers de la province de Québec. Cela contredit ce qui avait été raconté, les bobards qui ont été racontés par l'actuel ministre des Finances et ses collègues durant la campagne électorale. Je tiens à souligner également, même si je suis content que la cote ait été maintenue...

**M. Burns:** Ce sont de brèves remarques.

**M. Lavoie:** Elles sont plus courtes que celles du ministre de l'Éducation.

**M. Garneau:** M. le Président, ce qui me frappe, c'est de voir que l'échéance des obligations de la dette de la province se trouve ainsi raccourcie. J'espère qu'on n'aura pas le même problème que la ville de New York a justement connu à cause des échéances trop courtes.

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

**M. Rodrigue Biron**

**M. Biron:** M. le Président, comme le ministre des Finances, nous nous réjouissons de l'annonce de l'agence Standard and Poor de maintenir des cotes doubles A pour le gouvernement du Québec et l'Hydro-Québec.

Il reste à voir si les prêteurs de fonds vont s'aligner derrière l'agence et permettre à la province d'emprunter à des taux d'intérêts comparables à ceux payés par nos voisins.

J'ai souvent insisté auprès du gouvernement sur la nécessité de créer un climat politique et social sain pour assurer le développement économique du Québec.

Les analystes de l'agence Standard and Poor ont su reconnaître les capacités, les réalisations antérieures des Québécois. Devant les rapports des sondages qui indiquent que l'indépendance politique du Québec n'est pas pour demain, ils auront conclu que le Québec, toujours partie intégrante du Canada, mérite de conserver la cote qu'il s'est acquise au cours des dernières années.

Ce n'est peut-être pas par un pur hasard que cette décision nous arrive trois jours après l'affirmation des intentions du Parti québécois de rechercher, pour le moins à court terme, l'autonomie du Québec plutôt que son indépendance.

Enfin, j'espère que le gouvernement profitera de la situation favorable créée par cette heureuse annonce pour trouver les fonds et les programmes nécessaires pour assurer la relance économique et, par le fait même, atténuer les effets néfastes du chômage.

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Jacques Parizeau**

**M. Parizeau:** M. le Président, on trouvera dans le rapport de Standard and Poor une indication très nette et tout à fait explicite qu'un des facteurs importants dans leur décision a trait aux nouvelles politiques fiscales adoptées par le nouveau gouvernement. Et ceci, je pense devrait rimer un clou une fois pour toutes à l'égard de cette espèce de feu d'artifice tiré par l'ancien gouvernement, singulièrement au cours de ces deux dernières années, et qui a fait courir des risques importants au crédit du Québec.

En second lieu, pour ce qui a trait aux écarts de rendement entre les obligations du gouvernement de Québec et celles des autres provinces, je rappellerai que, dans les premiers mois qui ont suivi l'arrivée au pouvoir, en 1970, de l'ex-gouvernement, les écarts sur le marché canadien étaient supérieurs ou sont devenus supérieurs à ce qu'ils ont été au cours des six derniers mois.

**Des voix:** Ah!

**M. Parizeau:** Oui, effectivement. D'autre part, je signale qu'aux États-Unis, à la suite de l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement et singulièrement de son affirmation claire et nette de son désir d'établir l'indépendance du Québec à l'occasion du discours du premier ministre à New York, des écarts s'étaient ouverts qui sont devenus très nettement considérables. Ils ont déjà atteint 112 points de base, et c'est la raison, bien sûr, pour laquelle nous n'avons pas emprunté aux États-Unis, on a préféré d'autres marchés un peu moins excités. La poussière est retombée tranquillement, ces écarts de taux de rendement sont, à l'heure actuelle, comme le disait le député de Jean-Talon, autour de 60 points de base, c'est-à-dire sont tombés de moitié et ne sont supérieurs que de 20 points de base à la moyenne qu'on constatait depuis sept ou huit ans.

Depuis sept ou huit ans, en moyenne, les écarts entre l'Ontario et le Québec sur le marché de New York étaient de 40 points de base; ils sont actuellement de 60. Un peu de Standard and Poor, un peu de poussière qui retombe et nous nous retrouverons sur la moyenne, à long terme, d'ici peu de temps. Je reviens finalement, en troisième lieu, à la déclaration que faisait le député de Jean-Talon. Court terme, oui, effectivement. Nous avons emprunté depuis que le nouveau gouvernement est au pouvoir sous toutes espèces de forme. On nous parlait, par exemple, tout à l'heure de cet emprunt que nous avons passé sur le marché européen en LIBOR qui est un emprunt relativement à court terme, sept ans. Je vous signale à ce sujet, M. le Président, que sur ce marché du LIBOR le gouvernement de Québec est un des pionniers dans le monde et que c'est mon prédécesseur, justement, qui avait inauguré ce genre de marché. Je lui en rends hommage, d'ailleurs.

Pour ce qui a trait aux deux autres emprunts que nous avons faits, l'un, celui du Québec en deutschemarks, est de dix ans pour... je ne sais pas. De nos jours, avec le rythme d'inflation qu'on connaît, beaucoup de gouvernements aimeraient pouvoir emprunter à dix ans. L'autre, le dernier emprunt de l'Hydro-Québec, sur le marché canadien, est de 20 ans, M. le Président; 20 ans, court terme, sûrement pas. Merci.

**Le Président:** Dépôt de documents.

M. le ministre de l'Éducation, très brièvement, s'il vous plaît!

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

### Rapport annuel du Barreau du Québec

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, à titre de ministre responsable de l'Office des professions, permettez-moi de déposer, "brièvement", le rapport du Barreau du Québec pour l'année 1976/77 ainsi que les états financiers du même organisme pour la même année.

**Le Président:** Documents déposés.

M. le député de Taschereau.

### Document sur une politique de télévision à péage

**M. Guay:** M. le Président, qu'il me soit permis de déposer un document du ministère des Communications intitulé: *Éléments d'une politique concernant la télévision à péage au Québec*.

### Rapport annuel du Protecteur du citoyen

**Le Président:** Document déposé. J'ai l'honneur de déposer le 8e rapport annuel, c'est-à-dire celui de 1976, du Protecteur du citoyen.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

### QUESTIONS DES DÉPUTÉS

#### Étude de la Charte de la langue française

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question est relative au projet de loi no 1 et contient deux ou trois aspects, le premier s'adressant au ministre d'État au développement culturel. Nous savons que les auditions doivent commencer en commission parlementaire dès mardi prochain. Le ministre avait laissé entendre qu'il serait prêt à déposer les règlements relatifs à ce projet de loi. Nous voulons simplement lui demander s'il a l'intention de le faire en temps utile, ce qui permettrait à plusieurs intervenants d'éviter, sans doute, de s'inquiéter davantage si les règlements, évidemment, sont là devant eux pour considération.

**Le Président:** M. le ministre.

**M. Laurin:** C'était en effet mon intention, M. le Président, de procéder avec le plus de diligence possible, compte tenu de tous les autres dossiers qu'aussi bien mon ministère que le Conseil des ministres ont eu à étudier récemment. Malgré toute notre diligence, nous ne sommes pas encore en état de déposer les règlements. J'espère cependant que nous serons en mesure de les déposer, peut-être pas assez tôt pour que ceux qui ont des mémoires à présenter en fassent état, mais quand même plus tôt que le gouvernement précédent l'avait fait, puisque ce n'est qu'après l'adoption de la loi que les règlements avaient été déposés.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, cette réponse ne nous éclaire pas, sinon qu'elle contient tout simplement une attaque vis-à-vis d'un gouvernement qui a lui-même été blâmé à maintes reprises par l'Opposition du temps. Est-ce que le ministre a l'intention de le faire prochainement?

Est-ce qu'il y a — il n'est pas obligé de me répondre — à l'intérieur du cabinet une sorte de division ou des tiraillements qui font que ce soit retardé? Est-ce la véritable raison? Je le demande dans un contexte de transparence. Est-ce qu'on pourrait, M. le Président, nous donner une indica-

tion du moment où on pense qu'on pourra déposer ces règlements?

**M. Laurin:** Bien candidement, dans un esprit de transparence, je peux rassurer le chef de l'Opposition officielle et lui dire qu'il ne s'est agi que de problèmes de mécanique, d'appareils surchargés. Effectivement, trois règlements sont prêts et ils sont acheminés au Conseil des ministres qui les étudiera la semaine prochaine. Si le Conseil des ministres y donne son accord, je les déposerai immédiatement. Quant aux autres, ils sont très avancés en ce qui concerne la préparation. J'espère, encore une fois, que, dans le plus bref délai possible, nous serons en mesure de les déposer à la Chambre.

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

**M. Marcoux:** Une question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Rimouski.

**M. Marcoux:** Est-ce que le ministre...

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que vous voulez que je revienne?

**Le Président:** Une question supplémentaire, M. le député de Rimouski.

**M. Marcoux:** M. le Président, comme le chef de l'Opposition officielle parle de division, est-ce que le ministre d'État au développement culturel a l'intention de scinder en deux le projet de loi no 1 pour permettre aux libéraux de se réconcilier eux-mêmes et de ne pas être divisés sur le sujet?

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, le député de Rimouski me permet, à ce moment-ci de poser la question directement au ministre de l'Éducation. Je veux lui demander ceci. Au cas où le cabinet déciderait, justement, de scinder ce projet de loi, — il deviendrait alors parrain du nouveau projet de loi relativement à la langue d'enseignement — le ministre de l'Éducation serait-il en mesure d'assurer l'Assemblée nationale et la population du Québec, et cela législativement, administrativement et budgétairement, qu'il prendrait les mesures nécessaires afin d'assurer, dans le réseau français d'enseignement, un enseignement adéquat de la langue seconde? Si je pose cette question dans le contexte suivant, M. le Président, c'est que je suis convaincu que, si la population, les parents francophones et les parents allophones du Québec avaient cette garantie, il y aurait beaucoup moins de demandes de liberté de choix, parce qu'à ce moment-là on répondrait à un vœu qui est exprimé par plus de 92% des parents francophones au Québec.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, il n'est en aucune façon question de scinder le projet de loi



no 1. Ce serait tirer l'Opposition officielle — voire même peut-être la moins officielle — d'un fort mauvais pas où elle se trouve actuellement. Elle aura à voter pour ou contre le projet de loi tel qu'il se présente en ce moment, après débat en commission parlementaire et dans cette Assemblée.

Pour ce qui est maintenant de l'enseignement de la langue seconde, le gouvernement en a fait une priorité pour cette année même. J'entends faire en sorte que les programmes de langue seconde, l'évaluation des élèves, la formation des maîtres progressent à un rythme rapide dès cette année.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que le ministre de l'Éducation pourrait expliquer à cette Chambre, si telle est la grande priorité de son ministère, pourquoi on ne retrouve pas dans le projet de loi no 1 une garantie à cet effet, garantie que l'on donne aux parents des enfants anglophones et qu'on refuse législativement aux parents des enfants francophones?

**M. Morin (Sauvé):** C'est tout simplement que le projet de loi no 1 ne porte pas là-dessus; c'est la Charte de la langue française.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, si justement cela ne porte pas là-dessus, est-ce que cela ne justifie pas l'Opposition d'insister pour que le projet de loi soit scindé? Le ministre de l'Éducation vient de nous donner la réponse!

**M. Biron:** Question additionnelle au ministre de l'Éducation.

Comment voit-il la rentrée de septembre en matière de langue d'enseignement, spécialement dans la région de Montréal? Est-ce qu'on va se servir du bill 22, compte tenu que le nouveau bill 1 ne sera probablement pas adopté pour septembre?

**M. Morin (Sauvé):** Pas mal, merci!

**M. Biron:** J'ai demandé au ministre de l'Éducation ce qu'on va faire dans la région métropolitaine de Montréal; il y a beaucoup de parents qui se le demandent. Quelle va être la formule d'admission à l'école anglaise ou à l'école française?

**M. Morin (Sauvé):** Ce sera celle prévue dans le projet de loi no 1 et elle fera également l'objet du règlement, lequel est prêt, que je sache, et il sera porté à la connaissance des députés le plus rapidement possible.

Quand le député de Lotbinière aura devant lui le projet de loi et les règlements, il verra que nous avons mis au point un mécanisme d'inscription, lequel, d'ailleurs, est déjà utilisé par certaines commissions scolaires qui ont fait preuve d'un peu plus d'imagination que les autres.

**M. Biron:** Compte tenu du fait que le projet de loi no 1 ne sera peut-être pas adopté avant la ren-

trée de septembre, vous allez faire de nouveaux règlements quand même sur le bill 22?

**M. Morin (Sauvé):** Le député de Lotbinière devrait savoir que les règlements doivent pouvoir s'appuyer sur une loi. Le gouvernement n'est pas autorisé à faire des règlements dans le vide. Il est bien entendu que ce projet de loi sera adopté cet été même.

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de privilège. Nous venons d'entendre des déclarations d'un ministre qui doit être responsable et agir comme tel. Je m'oppose à ce que les privilèges de cette Chambre soient ainsi bafoués lorsqu'on présume de la volonté qui n'est pas encore exprimée démocratiquement par cette Assemblée. À ce moment-ci, je crois que nos privilèges de parlementaires doivent être respectés. La question posée par le chef de l'Union Nationale méritait une réponse beaucoup plus directe et plus responsable, tenant compte des droits des parlementaires dans cette Chambre.

**M. Burns:** M. le Président, j'invoque le règlement.

**M. Levesque (Bonaventure):** Nous avons devant nous...

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... une commission...

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je n'ai pas terminé ma question de privilège.

**Le Président:** Il invoque le règlement, M. le chef de l'Opposition.

**M. Burns:** En vertu de l'article 74, si nos amis de l'Opposition ne sont pas satisfaits des réponses, il y a toujours une possibilité de soulever le débat éventuellement et de vous donner avis en vertu du règlement, M. le Président. Je ne vois pas le chef de l'Opposition — même s'il s'appelle le chef de l'Opposition — venir nous faire un baratin de cette nature. Il y a des possibilités...

**M. Lavoie:** J'invoque le règlement, M. le Président.

**M. Burns:**... d'agir en vertu du règlement.

**M. Lavoie:** Question de règlement.

**M. Burns:** Qu'il agisse en vertu du règlement et c'est tout.

**M. Lavoie:** Je ne vois pas où veut en venir le leader du gouvernement. Où se trouve l'article 174 dans ce débat? Il s'agit d'une question de privilège. Le chef de l'Opposition officielle...

**M. Burns:** Ce n'est pas une question de privilège, justement.

**M. Lavoie:** ... considère que les propos du ministre de l'Éducation sont au mépris des droits du Parlement. C'est une question de privilège.

**Des voix:** Oh! Oh!

**M. Levesque (Bonaventure):** Je disais simplement que nous serons appelés, dès mardi prochain, à aller en commission parlementaire pour entendre tous ceux qui viendront s'exprimer de partout au Québec.

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je n'accepte pas que ce soit simplement...

**M. Burns:** M. le Président...

**M. Levesque (Bonaventure):** ... un cirque qui n'a pas de lendemain.

**M. Burns:** ... ce n'est pas le temps! Il n'a pas le droit de faire cela.

**Le Président:** À l'ordre! Je vous permettrai d'exprimer votre question de privilège, sauf qu'il ne faudrait pas abuser de ce genre de question de privilège.

**M. Lavoie:** C'est le Parlement même!

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, je vous remercie. Je terminerai simplement et en n'élevant pas la voix, cela les énerve trop. Je veux simplement vous dire que nous avons des travaux extrêmement importants relativement au projet de loi no 1; parmi ces travaux, nous avons convoqué la population et les représentants de la population à travers le Québec qui viendront ici, en commission parlementaire. Plus de 100 ou 150 mémoires sont déjà déposés.

Simplement là, comment pouvons-nous présumer de la façon dont la commission parlementaire va recevoir ces mémoires et ce qui va se dire dans ces mémoires? Si on présume d'avance que tout cela est une perte de temps, que le lit du gouvernement est fait et que l'entrée scolaire sera faite en vertu de tel projet de loi qui sera la loi à telle date, je m'oppose.

Je dis que les privilèges de cette Assemblée sont bafoués par un ministre qui ne correspond pas du tout dans ses fonctions à celles qui...

**Le Président:** À l'ordre!  
M. le député d'Outremont.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, me permettez-vous simplement...

**Le Président:** Je vous souligne, M. le ministre, qu'en vertu du règlement il n'y a pas de débat sur une question de privilège.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, ce n'est pas un débat sur la question de privilège; on m'avait posé une question et je n'ai pas eu l'occasion d'y répondre. Je veux simplement réitérer la ferme intention du gouvernement de faire adopter ce projet de loi cet été même. Est-ce clair?

**M. Raynauld:** M. le Président, je ne voudrais pas...

**Des voix:** La clôture? Le bâillon?

**M. Burns:** Vous l'avez utilisée pas mal plus souvent que nous autres, la clôture. Les lois-matrasques vous avez fait cela plus souvent...

**Le Président:** M. le leader du gouvernement, le beau temps est revenu à l'extérieur.

**M. Burns:** D'accord, M. le Président.

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

**M. Raynauld:** M. le Président, je ne voudrais pas jeter une douche d'eau froide sur l'optimisme du ministre des Finances, surtout par une température comme celle de cet après-midi.

**Une voix:** Ce serait trop mouillé.

#### Statistiques sur les installations industrielles

**M. Raynauld:** Je voudrais demander au ministre d'État au développement économique s'il a pris connaissance des dernières livraisons des publications statistiques de l'Office d'expansion de la Communauté urbaine de Montréal. Dans la dernière livraison, on a les statistiques sur les contrats de construction de nouvelles usines, pour les quatre premiers mois de l'année 1977. La valeur des contrats qui ont été accordés pendant ces quatre premiers mois est de 49% inférieure à celle de la même période de l'année dernière, pour la zone métropolitaine de Montréal alors que, dans le même temps et sur les mêmes bases, la valeur de ces mêmes types de contrats à Toronto a augmenté de 62%.

Il s'agit là d'installations industrielles et donc de développement industriel, d'investissement industriel. Deuxième statistique qui mérite d'être relevée. Il s'agit de celle sur les travaux entrepris, et non plus des contrats, pendant les quatre premiers mois de l'année 1977, la valeur à la fin d'avril s'établissait à \$9 millions.

**M. Landry:** M. le Président, j'invoque le règlement. J'invoque le règlement, M. le Président.

**M. Raynauld:** ... soit une baisse de 71% par rapport à l'an dernier.

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

**M. Landry:** Le député est en train de faire un discours sur une soi-disant question, alors que ma réponse à cela c'est simplement: Non, je ne l'ai pas vu le document dont il parle. C'est cela sa question initiale.

**Le Président:** M. le ministre. M. le ministre. M. le député d'Outremont, est-ce que je pourrais vous demander — et c'est dans l'intérêt, je pense, de l'Opposition — d'abréger vos questions? Hier cela a été une journée modèle à cet égard. L'Opposition a abrégé les questions, avec le résultat qu'il y a eu beaucoup plus de questions qui ont pu être posées et cela, il me semble que c'est dans le respect des droits de l'Opposition.

**M. Raynauld:** M. le Président, j'apprécie les remarques que vous avez faites. Il y a simplement un petit ennui, c'est que dans ce genre de problème les préambules comportent des statistiques, il faut bien que je les donne. Mais, si le ministre d'État au développement économique n'a pas pris connaissance des rapports, je voudrais lui demander, puisque j'ai donné ces chiffres, s'il pourrait nous dire, d'après lui, quelles sont les raisons d'une dégringolade comme celle-là à Montréal, quand il semble, dans le secteur industriel, que cela aille si bien à Toronto.

**M. Landry:** M. le Président, je voudrais vous dire, pour que le député d'Outremont entende, qu'à titre d'ancien économiste il devrait savoir qu'il est d'une prudence élémentaire de ne pas commenter des documents qu'on n'a même pas vus.

**Le Président:** M. le député de Mégantic-Compton.

#### Fermeture de la Domtar à East Angus

**M. Grenier:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Terres et Forêts, si vous le permettez, avec un préambule que je tâcherai de faire court puisque la question est importante et que je voudrais la poser sur un ton très modéré si le gouvernement veut bien coopérer. Le problème à East Angus s'aggrave de jour en jour et on ne voit pas beaucoup de lueur de règlement à l'horizon.

À la suggestion que j'ai faite au ministre de l'Industrie et du Commerce et au ministre des Terres et Forêts on a accepté du côté ministériel la formation d'un comité ad hoc. On a pris plusieurs heures pour la formation de ce comité. Il est composé des deux maires qui représentent la ville d'East Angus et ses environs, et d'hommes d'affaire de la région. La compagnie a refusé de faire partie du comité, disant qu'elle travaillait huit heures par jour à ses bureaux pour fermer son usine le 30 septembre et qu'elle n'avait pas l'intention d'aller travailler le soir quatre ou cinq heures pour la rouvrir, ce qui était peut-être compréhensible.

Le syndicat n'a pu faire partie du comité à cause de certaines difficultés. Les travailleurs ont réussi quand même par un autre moyen, comme association de travailleurs, à se faire élire à ce comité, ce que j'ai trouvé tout à fait dans l'ordre.

Depuis ce temps, et c'est là que ma question viendra au ministre, ce comité a reçu pas mal de monde, y compris la compagnie, le syndicat et les

gens de la région. À ce jour, le comité s'inquiète énormément de ce que le ministère des Terres et Forêts, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'environnement n'ont pas donné signe de vie.

Le sous-ministre est censé être responsable du dossier. Il est à Roberval. Je comprends qu'il y a d'autres problèmes dans la province, mais le comité s'inquiète et il est à ses dernières journées d'existence si le gouvernement ne montre pas plus d'intérêt dans le dossier de la compagnie d'East Angus. Je demande au ministre s'il a l'intention dès ce soir de mettre son sous-ministre sur le dossier et de venir donner un mot d'encouragement à ce comité parce qu'il se sent dépassé dans le moment par la compagnie, qui a été reçue par le ministre, par le syndicat, qui demande à être reçu et qui va l'être, d'après la réponse du ministre, et par le comité péquiste de la région, qui a été vu par le ministre en fin de semaine à Montréal.

Ce comité ne veut pas être laissé de côté. Si vous voulez y mettre du sérieux, cela commence ce soir.

**M. Bérubé:** M. le Président, ma réponse à cette question sera évidemment très brève. La réponse, c'est non, puisque le député de l'Opposition m'a demandé si j'avais l'intention dès ce soir de mettre le sous-ministre responsable sur le dossier. Effectivement, présentement, depuis une semaine, le sous-ministre responsable de ce dossier est en dehors de la ville de Québec. J'ai été avisé vendredi que l'entreprise avait décidé de ne pas se prévaloir de son droit de siéger dans ce groupe de travail, d'une part, que, d'autre part, le comité a voté l'expulsion du syndicat, à ce que l'on m'a dit, et que par conséquent se posaient des questions de représentativité.

J'aurai l'occasion demain après-midi de faire le point avec les fonctionnaires de mon ministère sur la situation exacte de ce comité. Je n'ai pas l'intention d'entreprendre la moindre démarche d'ici demain après-midi.

**Le Président:** M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Grenier:** M. le Président, je comprends que le ministre a peut-être... Je veux être raisonnable en donnant le temps qu'il faut pour régler le cas. Cela fait déjà deux semaines que le comité est formé. Ce qui est inquiétant pour le comité, c'est de voir les déclarations qui font la manchette du journal le Soleil aujourd'hui, que le ministre M. Tremblay donne pas mal de nouvelles et que le comité ne sait pas du tout ce qui se passe.

On donne même des entrevues avec le ministre des Terres et Forêts. Est-ce que le ministre a l'intention de prendre au sérieux le comité composé de personnes importantes de la région d'East Angus? Vous m'avez demandé de demander à la population d'être en arrière de ce comité afin qu'on règle le problème. Si cela doit se régler, demain, par le biais, par l'intermédiaire du syndicat, contre qui je n'ai absolument rien, ou par le comité péquiste de la région, qu'on ait au moins la

décence d'en informer le comité qui a travaillé, pas mal d'heures bénévolement.

Il a une réponse à donner à cela. A-t-il l'intention de communiquer avec le comité?

**M. Bérubé:** S'agissait-il d'un commentaire, M. le Président, ou d'une question? Finalement, nous avons eu droit à une question. Je répéterai ce que j'ai dit. J'ai donné comme mandat à un fonctionnaire de mon ministère de constituer un groupe de travail incluant population, syndicat et entreprise pour évaluer la situation d'East Angus et me faire rapport de manière à pouvoir agir. Il s'est avéré que la constitution de ce comité pose des difficultés puisqu'il semble qu'il n'y ait que des représentants de la population, en d'autres termes, deux maires et des hommes d'affaires.

**M. Grenier:** Et des travailleurs aussi.

**M. Bérubé:** Pour autant que je suis concerné, le syndicat et l'entreprise ne participent pas aux travaux de ce comité. Il s'agit maintenant de réévaluer la situation à la lumière de ces informations que je n'ai eues qu'à la fin de la semaine dernière et auxquelles je ne pourrai pas réagir avant demain après-midi.

**M. Grenier:** Est-ce que le comité pourra être informé demain dans la journée?

**M. Burns:** Le plus tôt possible.

**M. Bérubé:** Le plus tôt possible. Je suis incapable de vous donner une réponse à ceci.

**Le Président:** M. le député de Vanier.

#### Fêtes de la Saint-Jean

**M. Bertrand:** M. le Président, je voudrais d'abord informer l'Opposition que j'ai prévenu le premier ministre de ma question. Je voudrais demander au premier ministre s'il est exact, comme l'a indiqué un porte-parole de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et tel que rapporté dans le journal *Le Soleil* d'aujourd'hui, que la ville de Québec ne se verra octroyer qu'un montant de \$10 824 dans le cadre des fêtes de la Saint-Jean, alors que la ville de Montréal en recevra plus de \$648 000, sans compter un montant de \$250 000 pour couvrir le déficit encouru lors des fêtes de la Saint-Jean de 1976.

**M. Lévesque (Taillon):** Je remercie le député de Vanier de m'avoir prévenu. Cela m'a permis d'obtenir les chiffres. Il s'agit, en fait, de dresser très rapidement un tableau de ce qui se fait au point de vue du financement cette année, en ce qui concerne le jour de la Saint-Jean et les jours qui l'accompagnent autour de la Semaine du patrimoine, surtout cette année où, pour la première fois, c'est jour de fête nationale officielle.

Cela donne ceci. L'an dernier, de grippe et de grippe, parce qu'on sait que cela a été plus ou moins improvisé jusqu'à la dernière minute, le

budget avait finalement été établi pour Montréal à \$1 013 000 ou, enfin, s'était développé jusqu'à cette somme. Il y a eu un déficit, celui que vient de mentionner le député de Vanier, qui devra être épongé par le rendement de la loterie spéciale qu'on a réinstaurée cette année.

Pour ce qui est de la ville de Montréal, sauf pour ce qui est de ce déficit qu'il faut éponger, qui a été analysé le mieux possible avec toutes les pièces et qui doit être comblé, la subvention ou la tranche de la loterie qui sera affectée au financement des fêtes à Montréal est réduite de \$1 million et plus à \$648 000 exactement, comme l'ont dit le député de Vanier et les gens qui en ont parlé à Québec.

Pour ce qui est de la ville de Québec, je ne sais pas où on a pêché le chiffre de \$10 800. Il s'agit peut-être d'un chiffre d'environ \$10 000 qui a été attribué à la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

L'ensemble des sociétés Saint-Jean-Baptiste de la région de la capitale, qui sont un des véhicules traditionnels privilégiés des célébrations, recevra \$43 500, somme à laquelle il faut ajouter \$33 700 pour la Corporation des fêtes de la Saint-Jean de Sainte-Foy qui fait partie de l'ensemble du Québec métropolitain. Donc, un total direct de \$77 000. Comme il s'agit d'alimenter en même temps la Semaine du patrimoine qui entoure ou qui encadre les fêtes de la Saint-Jean, il faut ajouter \$11 000 et plus qui viendront également des organismes reliés à cette Semaine du patrimoine dans la région de Québec.

Cette partie patrimoine sera prise à même une tranche de \$100 000 qui a été réservée à cette fin dans le rendement de la loterie. Pour la région immédiate de Québec, ce sera donc au-delà de \$11 000.

Si je fais le total, comparativement à l'an dernier où le Québec avait reçu en tout \$25 000 pour sa participation aux fêtes, cela atteint cette année \$89 000, plus ou moins \$90 000. Cela, évidemment, ne comble pas tous les besoins, ni toutes les demandes, mais c'est quand même une amélioration. Montréal reçoit une part plus modeste. La région de Québec reçoit sa part, mais il ne faut pas oublier qu'on essaie aussi d'étendre au maximum le rendement — je voudrais sortir du terre à terre en terminant — non seulement financier grâce à la réinstauration de la loterie, mais le rendement psychologique collectif de ce qui est notre fête nationale à laquelle toutes les régions doivent participer selon leurs moyens et leurs disponibilités. J'en profite, en terminant, pour inviter tout le monde à mettre le maximum — la joie ne se commande pas — de bonne volonté à donner un bon climat aux fêtes nationales de cette année.

**M. Lévesque (Bonaventure):** Question additionnelle.

**M. Bertrand:** Question supplémentaire, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Vanier.

**M. Bertrand:** Brièvement, est-ce qu'il est possible d'obtenir du premier ministre qu'il dépose en cette Chambre, le plus tôt possible, la liste des villes et organismes qui profiteront, cette année, d'une aide financière à l'occasion des fêtes de la Saint-Jean, et le montant qui sera accordé à chacune de ces villes ou organisations?

**M. Lévesque (Taillon):** Oui, je pourrais peut-être vous la donner de mémoire, mais pour être plus sûr, j'essaierai demain, ou au plus tard au début de la semaine prochaine de déposer cette liste.

**Le Président:** M. le député de Pointe-Claire.

**M. Shaw:** We do not really know that percentage of the people of the province of Quebec want to celebrate Canada Day, but we think over 80%...

**M. Burns:** Question additionnelle, M. le Président, j'invoque le règlement. Je m'excuse, question additionnelle, je pense, par le député de Rimouski. Si le député de Pointe-Claire veut en venir à d'autres choses, je n'ai pas d'objection, mais il faudrait peut-être s'en tenir à cette question additionnelle du député de Rimouski, quand même, avant.

**M. Marcoux:** Question additionnelle, M. le Président.

**M. Shaw:** This is an additional question concerning grants given by the province to an event, and I am saying that Canada Day is an important event.

**Le Président:** M. le député de Pointe-Claire, je pense que ce serait un peu tiré par les cheveux que d'en faire une question accessoire. Je veux permettre une dernière question accessoire là-dessus, M. le député de Rimouski, mais je ne voudrais pas qu'on prolonge indûment des questions accessoires.

**M. Marcoux:** Dans le prolongement de la question du député de Vanier, est-ce que le premier ministre pourrait également indiquer dans ses chiffres la comparaison pour chacune des régions avec l'année dernière, s'il vous plaît!

**M. Lévesque (Taillon):** Pour autant que cela puisse être disponible, oui.

**M. Pagé:** Question principale, M. le Président.

**Le Président:** Question principale au député de Pointe-Claire, après quoi je donnerai la parole au député de Portneuf.

#### Jour du Canada

**M. Shaw:** M. President, I would like to address this question to the Prime Minister. Considering that this is still part of Canada and considering

that all the polls show that a great majority of the people of this province consider themselves Canadians, in the same context that it is of interest to support our national day, does the Prime Minister preclude making any contributions towards the celebration of Canada Day, July 1st?

**M. Lévesque (Taillon):** While thanking the member for the promotion — he called me Prime Minister — I am very flattered. Cela étant dit, je dois souligner ceci pour le député de Pointe-Claire, que tout en ayant le plus grand respect pour la fête du Dominion Day, le 1er juillet, je lui ferai remarquer que pour autant qu'il s'agit d'y contribuer, tout ce qu'il y a de fédéraliste à tous les niveaux, de tous bords et de tous côtés, fait suffisamment d'effort en ce moment pour qu'on garde les fonds disponibles au Québec pour la fête nationale du Québec. Ne vous inquiétez pas, vos amis vont s'occuper de l'autre.

**Le Président:** M. le député de Portneuf.

#### Situation dans l'industrie des pâtes et papier

**M. Pagé:** M. le Président, depuis quelques semaines, déjà, par de nombreuses questions soulevées par l'Opposition officielle, même l'Union Nationale, nous avons eu l'occasion de sensibiliser le gouvernement à toute la question combien épineuse et combien importante des problèmes que connaît actuellement l'industrie des pâtes et papiers et du bois de sciage en général. M. le Président, ma question est au premier ministre. Aux travailleurs de la Consolidated Bathurst du Cap-de-la-Madeleine qui se sont rendus manifester...

**M. Lévesque (Taillon):** Je n'entends pas.

**M. Pagé:** Ma question est celle-ci, M. le Président, au premier ministre. Aux travailleurs du Cap-de-la-Madeleine de la Consolidated Bathurst, division de la Wayagamack, qui se sont rendus manifester à Charlevoix au moment du sommet économique, le premier ministre a promis qu'il tenterait d'obtenir un délai pour la fermeture de l'usine. Est-ce que le premier ministre ou ses collaborateurs ont entrepris, depuis, des démarches à cette fin auprès des dirigeants de la compagnie? Si oui, est-ce que le premier ministre sera en mesure de nous dire où en sont rendues ces démarches? Sinon, j'aimerais être informé de la part de celui-ci quand il entend les contacter pour amorcer des démarches visant à garder ouverte cette entreprise qui joue quand même un rôle prédominant dans le secteur de Trois-Rivières, région où il y a un taux de chômage très élevé actuellement.

**M. Lévesque (Taillon):** Je dois me contenter de répondre au député, avec une certaine discrétion sur les détails, que oui, il y a eu de nouveaux contacts. Oui, probablement, il y a des chances que se réalise cette extension, quelle qu'elle soit, des délais annoncés. J'ajouterai ceci. En ce qui concerne les vocations potentielles, éventuelles,

nouvelles de l'emplacement, en question, de la Wayagamack, et aussi la participation de l'entreprise aux discussions qui doivent avoir lieu au mois d'août, en commission parlementaire, on a bon espoir que cela se concrétise. Enfin, je ne peux pas entrer dans plus de détails, il est probable que, d'ici quelques jours, on en saura davantage.

**M. Pagé:** Question additionnelle, M. le Président. Les nombreuses questions qu'on a posées, depuis quelques semaines et les remarques qu'on a formulées lors de débats ou de motions, c'était pour sensibiliser le gouvernement sur l'envergure du problème. Ce n'est pas seulement la Wayagamack, il y a Domtar, il y a East Angus. Je voudrais savoir concrètement, spécifiquement, si le premier ministre ou son gouvernement entendent prendre des dispositions particulières dans des délais très brefs, autres qu'une lointaine commission parlementaire qui siégera au mois d'août où toute cette question sera étudiée. En attendant, dans la région de Trois-Rivières, actuellement, on a 25 000 chômeurs, on a 14,4% de chômage. Qu'est-ce que concrètement ce gouvernement entend faire là-dessus?

**M. Lévesque (Taillon):** Je vais répondre encore très brièvement. Je comprends l'émotion profonde qui anime le député. On sent l'extraordinaire intensité de ses sentiments.

**M. Pagé:** C'est important.

**M. Lévesque (Taillon):** Pour comprendre un peu le problème dans lequel nous nous trouvons à court terme, pour revenir à la Wayagamack, je ferai remarquer au député qu'il s'agissait du 15 septembre, sauf erreur. Quel que délai que ce soit permettrait de préparer et de passer à travers les audiences du mois d'août concernant l'ensemble du problème des pâtes et papiers, en particulier, les points chauds, et d'avoir le temps, peut-être, de réagir. Entre-temps, on prépare des projets. Mais, pour que le député puisse situer ses sentiments très intenses dans le vrai contexte, en ce qui concerne, en particulier, les pâtes et papiers et une certaine stagnation de l'industrie québécoise il aurait seulement à consulter autour de lui ceux qui, pendant six ans, ont entretenu cette stagnation.

**M. Garneau:** M. le Président, le premier ministre vient de s'emporter. Je ne vois pas de raisons pour lesquelles il s'est emporté, mais, en tant que membre de cet ancien gouvernement, je crois devoir me lever sur une question de privilège. Il y en a eu un, problème, durant le temps qu'on a été là, et on l'a réglé. Il a été réglé en 1972, le problème. C'est à vous autres maintenant de le régler, réglez-le.

**Le Président:** À l'ordre, messieurs! Le ministre de la Justice! Fin de la période des questions. On m'a toutefois informé que le premier ministre

entendait répondre à une question qui a été posée antérieurement.

M. le premier ministre.

### Révision constitutionnelle au Canada

**M. Lévesque (Taillon):** Très rapidement pour souligner au chef de l'Opposition, à propos de la question qu'il avait posée hier, tout ce qu'il y a autour et alentour des correspondances du début de janvier du premier ministre Trudeau, dans notre direction. C'est bien, comme je l'avais dit, du 19 janvier, une lettre de couverture, pour ainsi dire, très brève, accompagnant une copie de celle qu'il envoyait à M. Lougheed comme président, "chairman" si on veut, de la Conférence interprovinciale, axée essentiellement, comme priorité, à ce moment, pour M. Trudeau, le 19 janvier, sur la question du rapatriement de la constitution. On disait simplement qu'il allait déposer cela à la fin de janvier à la Chambre des communes et on ne demandait même pas de réponse, quelle qu'elle soit. Cela, appelait simplement un accusé de réception, que j'ai envoyé à M. Trudeau le 31 janvier, pour lui dire que j'avais reçu copie de la lettre qu'il envoyait à M. Lougheed, et le priant d'agréer, etc. Comme il s'agissait, essentiellement, du rapatriement de la constitution, depuis le 31 janvier je pense que cette question du rapatriement, qui était reliée, on sait, depuis deux ans, à toute une série de prénégociations sur des amendements partiels, sectoriels, s'est quelque peu perdue dans la brume.

En tout cas, je n'en ai pas eu de nouvelles précises, concrètes de qui que ce soit, ni d'Ottawa, ni des autres provinces.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que le premier ministre aurait objection, même si cela a peut-être été déposé, je pense bien, dans un autre Parlement, à déposer cette correspondance?

**M. Lévesque (Taillon):** Je le ferai dès demain, si le chef de l'Opposition le veut, parce que je n'ai pas les copies propres ici, c'est tout raturé.

**M. Levesque (Bonaventure):** D'accord, merci.

**M. Mackasey:** M. le Président, sur le même sujet. Comme je pense que vous avez décrit le premier ministre Lougheed comme étant le porte-parole de tous les premiers ministres provinciaux, supposons que le premier ministre Lougheed, au nom de tous les gouvernements provinciaux à travers le pays, demande au premier ministre du Canada de convoquer une conférence fédérale-provinciale...

**M. Burns:** Je ne veux pas être désagréable à l'endroit du député de Notre-Dame-de-Grâce, mais il s'agit là d'une question hypothétique. "Supposons que", je présume que c'est une question hypothétique. À moins que le député nous dise que "supposons que", ce n'est pas une question hypothétique.

**M. Mackasey:** M. le Président, je m'arrange très bien. C'est la première fois, je pense, que je soulève une question de privilège ou que j'invoque le règlement en Chambre.

**M. Burns:** "Supposons que..."

**M. Mackasey:** Sans insulter le leader parlementaire du gouvernement, nous avons un président avec la compétence de me dire quand je viole le règlement.

**M. Burns:** C'est pour cela que je soulève la question de règlement. Je lui demande de donner sa décision sur cette question que je prétends humblement être une question hypothétique.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement, je vous trouve un peu sévère pour la formulation du député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** Merci, M. le Président, pour votre sagesse, que vous démontrez tous les jours. Supposons qu'une telle conférence soit convoquée, M. le premier ministre, en vertu du discours...

**M. Lévesque (Taillon):** Pourriez-vous parler plus fort un peu?

**M. Mackasey:** ... oui... en vertu du discours d'hier du ministre des Affaires intergouvernementales sur le même problème, êtes-vous maintenant d'accord pour assister à une telle conférence? Je pense que tous les Canadiens veulent qu'une telle conférence sur la constitution ait lieu aussitôt que possible. Si le premier ministre Lougheed répond au nom de toutes les provinces...

**Le Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, la sagesse que vous me prêtez m'indique de vous demander de terminer votre question.

**M. Lévesque (Taillon):** Je pense que j'ai bien compris la question.

Au point de départ, il y a une hypothèse à propos des gestes possibles du premier ministre Lougheed et des autres premiers ministres provinciaux. Je pense que le député comprendra que je ne peux pas répondre à une hypothèse comme celle-là, tant qu'il n'y a pas quelque chose qui se matérialise.

Sur la question plus générale des négociations constitutionnelles, le ministre des Affaires intergouvernementales a répondu hier, à propos d'une motion du chef de l'Union Nationale, d'une façon que j'endors complètement pour les déclarations essentielles qu'il a faites. Je les ai relues, ce matin, on en a parlé. Si le député veut se donner la peine de lire le discours du ministre des Affaires intergouvernementales, il va trouver toutes ses réponses.

**Le Président:** On m'a également indiqué que M. le ministre du Travail aimerait répondre à une

question qui a été posée antérieurement par M. le député de Portneuf.

#### Usine de la Domtar à Donnacona

**M. Couture:** M. le Président, à la suite de la convocation des comités de négociation à la Domtar de Donnacona, j'ai le plaisir de dire à cette Chambre qu'il y a eu, hier soir, signature d'un mémoire d'entente pour régler le conflit et qu'en plus de cela, les parties se sont même entendues pour le choix d'un médiateur quand viendra le moment, tel que prévu dans la recommandation que je faisais, à la troisième année de la convention collective.

**M. Pagé:** M. le Président, tantôt vous ne m'avez pas permis de poser une question additionnelle, est-ce que vous me permettez d'en poser une? Oui, bon. Tantôt il me l'a enlevé...

Est-ce que le ministre du Travail veut informer cette Chambre, par la déclaration qu'il fait, que le conflit à la Domtar, à Donnacona, suite à une médiation demandée par moi-même, entre autres, au mois de janvier dernier, qui a été effectivement confirmée et mise en marche par le ministre il y a quelques semaines seulement, est-ce que le ministre, dis-je, veut nous dire que le conflit est terminé, qu'il est réglé?

**M. Couture:** Suite à la demande de tous les travailleurs de Domtar-Donnacona, à la demande aussi de bien des Québécois, le ministère du Travail, depuis le début du conflit, a été présent pour aider les parties à s'entendre.

Justement hier, il y a eu un mémoire d'entente comme règlement du conflit et il y a aussi des rencontres intensives, depuis hier soir, pour préparer le retour au travail.

**M. Pagé:** Est-ce réglé?

**M. Couture:** Le conflit est réglé; ils négocient le retour au travail.

**Le Vice-Président:** À l'ordre! M. le député de Mégantic-Compton.

#### Demande de mini-débat par M. Grenier

**M. Grenier:** une directive, M. le Président. Étant donné que je prévois l'ajournement de la Chambre dans quelques minutes probablement à cause des commissions qui vont siéger, est-ce qu'il y aurait lieu — et je voulais prévenir le ministre des Terres et Forêts — de demander un mini-débat avant la fermeture de la Chambre ou si ce doit être exclusivement à 23 heures?

**Le Vice-Président:** Non. Le règlement est très strict. Les règles pour la tenue d'un mini-débat sont clairement indiquées à l'article 174. Il faut qu'un avis soit donné avant 17 heures; nous avons encore le temps. Il faut qu'avant 18 heures le président lise cet avis à l'Assemblée et c'est à 23 heu-

res, en vertu de l'alinéa 4 de l'article 174, que le mini-débat peut avoir lieu. Il s'agit alors, plutôt que d'un ajournement, de la continuation de la séance de la journée à 23 heures. Le règlement est ainsi rédigé.

Par conséquent, si le député de Mégantic-Compton a l'intention de proposer un mini-débat, il devra le faire à la prochaine occasion possible, alors que la Chambre siégera jusqu'à 23 heures.

**M. Lavoie:** Sur la même question, je crois que le député de Mégantic-Compton pourrait donner son avis dans les délais impartis, avant 16 heures, et, dès que la Chambre siégera un soir, le mini-débat aura lieu.

**Le Vice-Président:** Exactement, M. le leader de l'Opposition officielle. Implicitement, je viens de mentionner que le député de Mégantic-Compton pouvait encore, dans les délais, donner son avis jusqu'à 17 heures, mais que ce n'est qu'à la prochaine occasion que le président pourra, avant 18 heures ou à 18 heures au plus tard, lire cet avis pour que la séance continue au-delà de 23 heures. Vous êtes d'accord?

**M. Burns:** M. le Président, je pense qu'il y a consentement. J'accepte tout à fait l'interprétation du leader parlementaire de l'Opposition qui rend justice, je pense, au député de Mégantic-Compton. En ce qui me concerne, il pourrait déposer son avis aujourd'hui et, à la première occasion, débattre ce problème. Je pense qu'il n'y a pas de problème! Aussitôt que les crédits seront adoptés.

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement, sans être méchant...

**M. Lavoie:** Non, non, c'est faux, cela.

**Le Vice-Président:** ...je remercie le député de Laval, leader de l'Opposition officielle, de l'aide qu'il m'a apportée, mais déjà, dans la directive rendue, qui vient de la présidence et non pas d'un membre de cette Assemblée, on avait accordé au député de Mégantic-Compton le droit de présenter son avis avant 17 heures et d'avoir, à la prochaine occasion...

**M. Burns:** M. le Président, ce n'est pas ce que je vous dis; je vous dis qu'on est tous d'accord. Je ne vois pas pourquoi, mon Dieu Seigneur, vous vous sentiriez... C'est quoi, votre problème, M. le Président? Avez-vous un problème?

**M. Lavoie:** Vous avez déjà eu des problèmes avec le président. Allez-vous avoir des problèmes avec le vice-président, maintenant?

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! À l'ordre!

**M. Michaud:** M. le Président, pourrais-je avoir une directive?

**Le Vice-Président:** D'accord. M. le député de Laprairie.

**M. Michaud:** Merci, M. le Président. Les membres de l'Assemblée nationale et le personnel de l'Assemblée nationale ont constaté que, depuis quelques jours, nous n'avons pas d'eau dans nos fontaines.

**Des voix:** Oh! Oh!

**M. Michaud:** J'aimerais savoir, M. le Président...

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! À l'ordre!

M. le député de Laprairie.

**Une voix:** C'est la première fois qu'il parle!

**M. Michaud:** Je veux vous dire que ce n'est pas la première et que ce n'est pas la dernière.

**M. Garneau:** M. le Président, il faudrait lui fournir de l'eau.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! Est-ce qu'il faudra une suspension avant d'entendre la demande de directive du député de Laprairie?

Je vous en prie, messieurs, nous avons suffisamment employé de temps. À l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce qu'il faudra que je rappelle à l'ordre, pour la première fois, un député? M. le député de Laprairie.

**M. Michaud:** Merci, M. le Président. J'aimerais tout simplement savoir à qui je devrais adresser ma question à ce sujet, demain, à la période des questions.

**M. Grenier:** Au député de Nicolet-Yamaska.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! Je ne sais pas si c'est la chaleur, l'heure ou l'humidité. M. le député de Laprairie, votre question devrait s'adresser directement au président de l'Assemblée nationale qui est responsable de l'approvisionnement pour tous les membres de l'Assemblée nationale. M. le leader du gouvernement.

**M. Burns:** M. le Président, je me ferai un plaisir de faire tous les efforts voulus pour répondre, in camera, et peut-être, si c'était d'intérêt public, de donner cette réponse publiquement demain, mais cela me fera plaisir de donner la réponse au député de Laprairie.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre!

### Travaux parlementaires

**M. Burns:** M. le Président, je me propose de demander que nos travaux ajournent à demain matin dix heures. En conséquence, je donne avis à la Chambre que, cet après-midi, immédiatement, la commission de la justice, au salon rouge, et ce soir également, au salon rouge,...



**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement, je prierais les gens de la galerie d'observer un peu plus de discrétion dans leurs mouvements. La séance n'est pas ajournée encore.

M. le leader du gouvernement.

**M. Burns:** M. le Président, cet après-midi, immédiatement après l'ajournement de nos travaux, au salon rouge, la commission parlementaire de la justice poursuivra l'examen des crédits du ministère de la Justice. Il en sera de même ce soir, à compter de 20 heures jusqu'à 23 heures. À la salle 91-A, la commission parlementaire des richesses naturelles, du tourisme, de la chasse et de la pêche poursuivra l'examen des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Il en sera ainsi M. le Président, ce soir à vingt heures jusqu'à 23 heures. Terres et forêts, je m'excuse. À la salle 81-A, la commission des affaires sociales poursuivra l'examen des crédits du ministère des Affaires sociales jusqu'à 18 heures ce soir. À vingt heures à la salle 81-A, ce sera la commission de l'agriculture qui remplacera la commission des affaires sociales.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que le ministre ne s'est pas trompé lorsqu'il a parlé de richesses naturelles?

**M. Burns:** J'ai parlé de richesses naturelles, cet après-midi et ce soir, et c'est la commission des richesses naturelles et des terres et forêts.

**M. Levesque (Bonaventure):** Il n'y a pas de tourisme.

**M. Burns:** Non, non, c'est un lapsus de ma part. D'accord?

**M. Lavoie:** J'aurais un point à soulever, en vertu de l'article 34, M. le Président et sur des propos que le leader parlementaire du gouvernement a prononcés tout à l'heure.

Je crois qu'il s'est peut-être trompé lorsqu'il a mentionné que le débat sur le discours du budget aurait lieu une fois que les crédits seraient adoptés. C'est ce que j'ai compris, mais je crois que cela va à l'encontre de l'article 127, cinquièmement, de notre règlement, qui dit que le débat de 25 heures sur le discours du budget doit se terminer avant l'approbation du budget prévue à l'article 131, et les votes sur les motions de censure sont très successivement dans l'ordre où elles sont présentées.

Il ne faudrait pas oublier que nous avons peut-être passé deux ou trois heures sur le discours du budget, les députés ont encore une vingtaine d'heures et ce débat doit être terminé avant l'approbation des crédits, et non pas après, tel que vous l'avez indiqué. J'aimerais que vous apportiez une correction peut-être.

**M. Burns:** On va regarder cela.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

### Motion d'ajournement des travaux de la Chambre

**M. Burns:** Sur ce, M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux à demain matin 10 heures.

**Le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Lavoie:** Le vote enregistré.

**Le Vice-Président:** Que l'on appelle les députés!

### Vote sur la motion

**Le Vice-Président:** À l'ordre! S'il vous plaît! Puis-je demander aux députés de regagner leurs fauteuils. Mise aux voix. Que celles et ceux qui sont en faveur de la motion d'ajournement du leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Bédard, Morin (Sauvé), Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Duhaime, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Lessard, Proulx, Lazure, Léger, Garon, Tardif, Grégoire, Chevrette, Michaud, Paquette, Marcoux, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Godin, Johnson, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Mercier, Laberge, Marcoux, Lacoste, Perron, Brassard, Clair, Lefebvre, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vailancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Goldbloom, Larivière, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Gratton, Pagé, Verreault, Biron, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Samson, Roy.

**Le Vice-Président:** Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui veulent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** Abstentions. MM. Vailancourt (Jonquière), Dussault, Charbonneau, Jolivet.

**Le Vice-Président:** À l'ordre! S'il vous plaît!

**Le Secrétaire:** Pour: 84 — Contre: 0 — Abstentions: 4

**Le Vice-Président:** Cette motion est adoptée. Les travaux de cette Assemblée sont ajournés à demain 10 heures.

(Fin de la séance à 16 h 41)